

Ils se sont imposés en quatre ans

> Génération 2011
Une législature aura suffi à une poignée de nouveaux élus pour sortir du lot

> Avec des Romands qui comptent

Yves Pétignat BERNE



On ne se souvient guère qu'il y ait eu une volée aussi prometteuse que celle des nouveaux élus aux Chambres fédérales en 2011. L'une

des raisons est que les partis politiques confrontés à la masse du groupe UDC avaient, il y quatre ans, particulièrement soigné leur recrutement de candidats. Une nouvelle génération mieux formée que celle de ses aînés, très réactive, habituée aux échanges vifs et sans concession des réseaux sociaux.

A cette aune-là, il faut commencer par le vif du parlement, le socialiste vaudois Jean Christophe Schwaab, qui s'est vite fait un prénom dans le droit du travail, la sécurité informatique et la protection des données. Au PS, les nouveaux talents ne manquent pas, comme l'Argovien Cédric Wermuth, membre de la Commission des finances, bos-

seur et bretteur. Ou la Zurichoise Jacqueline Badran, volontiers bargeuse mais rarement en difficulté sur les questions économiques.

Face à la masse de l'UDC, les partis avaient soigné les candidatures

Au PDC, à côté de Martin Candinas, il faut citer le Valaisain Yannick Buttet, solide dans ses prises de position conservatrices ou la défense du Valais. Ou le biologiste solois Stefan Müller-Altermatt et le paysan saint-gallois Markus Ritter. Arrivé en cours de législature, le Genevois Guillaume Barazzone a

déjà été remarqué par la NZZ. Au PLR, l'Appenzelloise Andrea Caroni fait figure de dauphin naturel du président Philipp Müller.

Chez les Verts, c'est évidemment le nouveau chef du groupe parlementaire, Balthasar Glättli, qui s'est rapidement imposé. Chez les Vert'libéraux, où presque tout le monde est nouveau, la Vaudoise Isabelle Chevalley s'est emblée démarquée par une pensée politique très étayée et une position très proche de l'économie.

Enfin, s'il est difficile de percer dans une UDC dominée par la figure tutélaire de Christoph Blocher et sous la férule d'Adrian Amstutz, chef de groupe, le Zouglois Thomas Aeschi ou le Grison Heinz Brand, plus tout jeune, sortent du lot.

Cesla Amarelle souveraine sur la migration

Même ses adversaires politiques en conviennent: Cesla Amarelle



MARCEL BERGER/KEYSTONE

aura mené avec brio la révision de la loi sur l'asile. Un énorme dossier débattu au Conseil national durant une dizaine d'heures. «Elle a très bien travaillé, comme toujours elle était bien préparée, connaissait chaque détail du projet. Elle a su présider de manière impartiale.» L'homme n'est pas banal, il vient de l'un des durs de l'UDC, le Zurichois Hans Fehr.

En deux ans de présidence de la commission des institutions politiques, qui a la responsabilité du dossier de l'asile et des migrations, la socialiste vaudoise, pure intellectuelle, a su développer un sens politique affirmé. Elle s'est

imposée non seulement comme la meilleure spécialiste de ce dossier, et de loin, mais aussi comme l'une des personnalités les plus influentes du PS.

Cesla Amarelle est en terrain connu, puisque cette professeure à l'Université de Neuchâtel y enseigne le droit des migrations. Cela dit, la précision de ses propos, l'absence d'envoies lyriques pour s'en tenir aux faits, ses qualités didactiques la classent parmi les vingt meilleurs orateurs du National, selon un sondage auprès de ses pairs.

La professeure de droit évite pourtant de s'enfermer dans sa spécialité. Après avoir goûté aux débats sans issue sur la réforme de la direction de l'Etat, elle s'est concentrée, par plusieurs interventions parlementaires, sur la transparence fiscale, la réforme de l'imposition des entreprises ou l'égalité des salaires. **Y. P.**

Martin Candinas en père de famille

A 35 ans, Martin Candinas n'est déjà plus un espoir démocrate-



THOMAS HUGEL/KEYSTONE

chrétien. C'est un élu confirmé auquel tout le monde promet beaucoup d'avenir. Lorsqu'on évoque devant lui la possibilité qu'il accède à la présidence du PDC, après le départ de Christophe Darbellay, le conseiller national des Grisons, père de trois jeunes enfants, décline avec modestie.

Certes, disent de lui ses pairs du PDC, «il lui manque encore un peu d'épaisseur, d'avoir assimilé un peu plus de l'histoire et des règles non écrites du parti, mais il a déjà une vraie pensée politique». Il est jeune, dynamique, jovial: dès lors, il est largement apprécié au-delà de sa propre formation. Il exerce

une influence réelle en matière de politique familiale. Après tout, il a réussi à faire adopter par le Conseil national son initiative parlementaire pour un congé paternité de deux semaines. Un projet dont l'examen a été repoussé par la commission des Etats.

Ce conservateur, qui siège à la Commission des transports et communications, a aussi des ouvertures surprenantes. Classé exactement au centre politique, il s'affiche très ouvert sur les questions de société et a chaud partisan du renforcement de la voie bilatérale avec l'UE. C'est surtout un des plus ardents partisans du service public, thème sur lequel il a déposé plusieurs interventions parlementaires. «Normal, dit ce député de la Surselva, car les services publics, l'accès aux réseaux de télécoms, sont vitaux pour les régions de montagne.» **Y. P.**

Andrea Caroni, le «supercurieux»

Il passe au Conseil des Etats après une seule législature au Conseil national.



FERENC BALAZS/KEYSTONE

L'Appenzellois d'origine tessinoise Andrea Caroni, 35 ans, est l'un des plus sérieux espoirs du PLR. Le parti lui a rapidement mis dans les mains des dossiers clés comme la Lex USA ou la loi sur les cartels. Attaché à la défense de l'Etat de droit et des institutions, il s'est engagé contre l'initiative sur les pédophiles, un combat qu'il savait perdu d'avance. «Mais j'espère avoir convaincu certains électeurs de changer d'avis», confie-t-il dans un très bon français appris à l'Université de Genève.

Ses adversaires le disent «brillant, vif, hyperactif». «Je suis supercurieux, je veux tout savoir», réplique-t-il. «C'est un ultralibéral à qui

le rôle social de l'Etat échappe», regrette un élu de gauche. Andrea Caroni ne nie pas être libéral sur le plan économique et pour les enjeux de société comme le choix du nom de famille ou du mode de vie. Il pourfend volontiers les monopoles étatiques et les subventions qui faussent le marché. Cet ancien collaborateur de Hans-Rudolf Merz, avocat et chargé de cours à l'Université de Saint-Gall, se veut rassembleur. «Au parlement, l'atmosphère est meilleure que ce qu'on dit souvent. On combat les idées, pas les personnes. Je le ressens aussi au sein du «Bundeshaus Band», l'orchestre interpartis que j'ai fondé et dont je suis le batteur.» Dès décembre, c'est au Conseil des Etats, où sa candidature n'est pas contestée, qu'il battra la mesure. Par la suite, son nom sera forcément évoqué le jour où Johann Schneider-Ammann quittera le gouvernement. **Bernard Wuthrich** BERNE

Mathias Reynard, l'option jeune

Il y a quatre ans, son discours d'inauguration de la législature,



LUCAS BERGMANN/KEYSTONE

comme plus jeune parlementaire, avait frappé. Il avait alors 24 ans. D'emblée, le jeune socialiste valaisain Mathias Reynard affichait l'envie d'une Suisse pour laquelle «vivre ensemble» se traduirait par des faits. Auteur de pas moins de 77 interventions, rien ne lui fait peur. Pas même de croiser le fer avec Christoph Blocher sur l'initiative «Contre l'immigration de masse».

«Il n'a pas déçu, il est resté d'une fraîcheur et d'une franchise qui font plaisir, dit de lui un collègue démocrate-chrétien. Son seul problème est d'être dans une commission - science, éducation et culture - peu médiatique.» Mathias Reynard ne regrette

nullement son choix de commission. «D'abord parce que l'éducation et la formation c'est mon métier et ma passion, comme enseignant au cycle d'orientation de Savisè, explique-t-il. Ensuite parce que la formation et la recherche sont prioritaires pour l'avenir de ce pays.» De toute manière, avoue-t-il, il compense largement par les réseaux sociaux. Il compte quelque 4000 «suiveurs» sur Twitter. Comme jeune élu - ils sont deux de moins de 30 ans au Conseil national -, il se sent un devoir particulier d'intervenir sur des sujets qui préoccupent la jeune génération: la formation professionnelle, le congé-jeune, les taxes d'étude, le coût du permis de conduire, etc. Mais comme député d'une région de montagne, c'est aussi le maintien d'un service public fort qui le préoccupe, notamment l'avenir de La Poste. **Y. P.**